

1^{er} MAI INVESTIR SUR LE TERRAIN SOCIAL

Gennevilliers le 30 avril 2014

Les syndiqués CGT de Thales Gennevilliers vous invitent à les rejoindre à la manifestation parisienne du 1^{er} mai à 15h00 entre BASTILLE et NATION.

Comme le gouvernement, la direction de Thales fait le choix de l'austérité !

Nous l'avons vérifié avec la politique salariale : avec de meilleurs résultats en 2013 qu'en 2012, elle a choisi de donner plus aux actionnaires (+27% sur les dividendes) et moins aux salariés ...

Alors qu'il y a de nombreux défis, des perspectives industrielles importantes, la direction n'a qu'une obsession « faire des économies » au nom d'AMBITION 10 y compris au prix de la déstabilisation de centaines de salariés, d'équipes et d'activités entières.

Le gouvernement et le patronat n'en finissent pas d'appeler à l'union sacrée pour l'industrie. Dans les faits, c'est toujours la voie du déclin de l'industrie française qui est privilégié au nom de la compétitivité, mais en réalité, pour servir les intérêts des actionnaires.

Les salariés français n'ont ni le gouvernement, ni le patronat qu'ils méritent !

On l'a vu avec les actionnaires d'ARCELOR qui ont vendu l'entreprise à MITTAL, puis un gouvernement qui s'est couché ...

Un scénario similaire est à craindre avec ALSTOM.

A Thales, le centre de gravité des activités de transport n'est plus en France, mais en Allemagne et au Canada.

Une possibilité de diversification et de croissance existe dans le médical ; contrairement au choix initial de la direction de s'en séparer, la CGT préconise de développer cette activité - du capteur jusqu'au traitement et à la sauvegarde des données - dans le groupe et en France !

A DPS, avec son projet de transfert, la visée industrielle de la direction dans le domaine des centres de contrôle et de commandement, de contrôle des frontières, face aux activités spécifiquement de communications et de réseaux est posée.

Les salariés doivent se faire entendre partout et de tous.

**Participez à la MANIFESTATION du 1^{er} MAI
à 15h00
entre BASTILLE et NATION
pour faire grandir la force du monde du travail.**

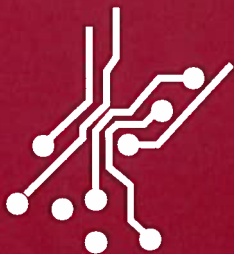
Après le résultat des élections municipales, il est temps que le gouvernement prenne en compte les messages exprimés par les électeurs. La demande est pressante pour plus de justice sociale et fiscale.

Les Ingénieurs, Cadres et Techniciens (ICT) en ont assez d'être stigmatisés et présentés comme des salariés favorisés, bénéficiant d'avantages qui relèvent plus du fantasme que de la réalité. Le salariat le plus qualifié n'en finit pas de payer les conséquences des choix politiques qui exonèrent le capital de toute contribution à la relance économique.

Les annonces faites par le nouveau 1^{er} ministre montrent que le gouvernement s'apprête à poursuivre la même logique d'austérité et de sacrifices pour le monde du travail, avec en ligne de mire les ICT :

- Zéro « charges » pour les salaires payés au SMIC, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.
- 2€ de plus par jour pour un salarié payé au SMIC, à travers la diminution imposée de ses cotisations sociales, ce sera aussi concrètement pour lui, dès 2015, le « choix » entre des frais de couverture sociale supplémentaire ou des droits en moins.
- 19 milliards d'économies sur le Budget de l'Etat : ce sera une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, une réduction des services publics et de leurs missions, moins d'infirmières, de professeurs, de policiers ...
- 10 milliards d'économie sur l'Assurance Maladie : ce ne sera certainement pas un meilleur remboursement des médicaments et des soins, ni une meilleure prise en charge des assurés.
- En revanche, 30 milliards d'€ de cadeaux supplémentaires au patronat : c'est un nouveau détournement de notre budget commun, alors que, chaque année, chaque habitant français donne déjà plus de 3000€ en aides diverses aux entreprises soit disant pour préserver l'emploi, sans aucune garantie que cet argent serve à l'emploi et encore moins à l'investissement.

Pour sortir de la crise, il faut :



Un plan de relance avec des investissements dans l'emploi qualifié, l'industrie et la recherche



Sortir du court-terme financier, réorienter le crédit des banques, taxer la spéculation financière, les dividendes et les retraites chapeau.



Un contrat social européen qui met l'économie et la monnaie au service de l'emploi, des salaires et de la justice fiscale



Créer de nouveaux droits pour les salariés : droit prioritaire de reprise en cas de cession d'entreprise, droit de veto suspensif sur les plans sociaux...



Conditionner les aides publiques aux entreprises à des objectifs d'emploi, de salaires et d'investissements afin de développer l'outil productif



Reconnaître les qualifications, augmenter les salaires et les retraites, mettre fin aux inégalités femmes/hommes, limiter le temps de travail et donner droit à la déconnexion